



**ACADÉMIE  
DE LYON**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## **DIRECTION DES PERSONNELS ENSEIGNANTS**

### **Tableau d'avancement à l'échelon spécial du grade de classe exceptionnelle des psychologues de l'éducation nationale**

Le recteur de l'académie de Lyon,

VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'état,

VU le décret n°2017-120 du 1 février 2017 portant dispositions statutaires relatives aux psychologues de l'éducation nationale,

VU le jugement rendu par le tribunal administratif de Lyon le 27 mai 2020, annulant l'arrêté en date du 17 juillet 2018 portant nomination des psychologues de l'Education Nationale à l'échelon spécial du grade classe exceptionnelle au titre de l'année 2018,

VU l'avis émis par la commission administrative paritaire académique du corps des psychologues de l'Education Nationale du 8 juillet 2020,

#### **Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup>** : L'arrêté du 17 juillet 2018 susvisé est rapporté.

**Article 2** : En exécution du jugement du tribunal administratif de Lyon susvisé, les psychologues de l'éducation nationale classe exceptionnelle dont les noms suivent, inscrits sur le tableau d'avancement établi au titre de l'année 2018 pour l'accès à l'échelon spécial du grade de classe exceptionnelle, sont promus à l'échelon spécial du grade de classe exceptionnelle à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2018.

<b>Nom usuel</b>	<b>Prénom</b>
MARLIER	SABINE

**Article 2 :** Le présent arrêté est publié sur le site internet du rectorat de Lyon (<http://www.ac-lyon.fr/cid132040/resultats-des-operations-promotion-des-personnels-enseignants-education-psy.html>) et est affiché pendant une durée de deux mois à compter de la date de signature dans les locaux du rectorat, 92 rue de Marseille, Lyon 7<sup>e</sup>.

Fait à Lyon, le 7 septembre 2020

Pour le recteur et par délégation  
Le secrétaire général de l'académie

  
Olivier Curnelle

#### VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Si vous estimez devoir contester cette décision, vous pouvez former :

- soit un recours gracieux ou hiérarchique,
- soit un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente. Ce recours n'a pas d'effet suspensif.

Si vous avez d'abord exercé un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la présente décision, le délai pour former un recours contentieux est de 2 mois\* :

- à compter de la notification de la décision explicite de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ;
- ou à compter de la date d'expiration du délai de réponse de 2 mois dont disposait l'administration, en cas de décision implicite de rejet du recours gracieux ou hiérarchique.

Dans les cas très exceptionnels où une décision explicite de rejet intervient dans un délai de 2 mois après la décision implicite – c'est-à-dire dans un délai de 4 mois à compter de la notification de la présente décision – vous disposez à nouveau d'un délai de 2 mois\* à compter de la notification de cette décision explicite pour former un recours contentieux.

En cas de recours contentieux, vous pouvez saisir le tribunal administratif au moyen de l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

\*4 mois pour les agents demeurant à l'étranger